

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE TÉLÉPHONER AU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, le premier ministre suppléant téléphonera-t-il au premier ministre, à Québec, aujourd'hui, afin de le supplier de téléphoner au Président pour lui demander de reconsidérer cette question?

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Des voix: Bravo!

M. le Président: À l'ordre, je vous prie. Je comprends l'intérêt que le député porte à cette question. Je permettrai donc la réponse, mais il s'agit à nouveau de la même question.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ce genre de grandiloquence ne fera absolument pas avancer les choses. Le député demande qu'on prenne des initiatives. Or, c'est ce qu'ont fait le gouvernement et le premier ministre...

M. McCurdy: Où est-il?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): ... en entreprenant avec les États-Unis des pourparlers grâce auxquels on pourra peut-être en arriver à un accord commercial global qui permettra d'éviter, dans la mesure du possible, ce genre de situation. Si le député souhaite que le Canada prenne des initiatives, c'est chose faite, et il devrait le reconnaître.

M. Riis: Trahison!

● (1425)

LES RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le ministre des Affaires intergouvernementales de l'Alberta, M. Horsman, a déclaré hier que lundi, les provinces en étaient arrivées avec le gouvernement fédéral à un compromis sur le libre-échange qui prévoyait notamment, et je cite, «une rencontre ministérielle mensuelle avec Joe Clark». Le ministre pourrait-il nous expliquer pourquoi un porte-parole du gouvernement fédéral a contredit M. Horsman en déclarant, et je cite, «Il n'en est pas question». Qui doit-on croire, M. Horsman ou le gouvernement fédéral?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le premier ministre, qui a assisté personnellement à cette réunion, est le seul à pouvoir répondre à ce genre de question détaillée. Cependant, le leader parlementaire de l'Opposition officielle dénature fort probablement les faits.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, selon moi le vice-premier ministre attaque directement, et c'est regrettable, la bonne foi du ministre albertain des Affaires intergouvernementales. Pourrait-il réitérer la promesse que son gouvernement a faite aux provinces de les inviter à une réunion

Questions orales

ministérielle mensuelle pour les tenir au courant des pourparlers sur le libre-échange? Pourrait-il confirmer à nouveau cette promesse dont M. Horsman a fait part publiquement à la presse? Pourquoi essaie-t-il de la démentir?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Ce n'est absolument pas ce que j'essaie de faire, monsieur le Président. Je mets en doute l'exactitude des affirmations du leader parlementaire de l'Opposition. Le premier ministre a bien l'intention de respecter les engagements qu'il a pris au cours de cette rencontre.

ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE COMMUNIQUE AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, le président ne peut interdire toute initiative qui pourrait être prise au sujet des résineux une fois que M. Baldrige aura accepté cette pétition. Ces trois jours sont donc décisifs. Je demande au vice-premier ministre ou au ministre des Finances pourquoi le premier ministre n'utilise pas ces dernières heures précieuses pour exercer des pressions et communiquer directement avec celui qu'il a surnommé...

M. le Président: A l'ordre.

M. Langdon: ... le meilleur ami du Canada?

M. le Président: Je regrette, mais il s'agit de la même question. Je permettrai pour la dernière fois qu'on y réponde.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai répondu à cette question. Ces arguments ont été formulés à maintes reprises. Il s'agit là d'un processus quasi judiciaire.

M. Deans: Pas encore.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous avons signalé très clairement les éléments techniques et juridiques du processus et ils entreront en ligne de compte quand une décision sera prise. Nous avons également signalé au gouvernement l'importance de cette question au point de vue politique, économique et régional. Le gouvernement américain le comprend parfaitement et en tiendra compte quand la décision sera prise.

M. Langdon: Le gouvernement tente de recourir à un subterfuge d'origine juridique qu'il n'a pas encore le droit d'utiliser.

[Français]

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE A PEUR DE TÉLÉPHONER AU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Ma question supplémentaire, monsieur le Président, c'est la conclusion que je dois faire: Pourquoi est-ce que le premier ministre a peur de téléphoner au Président des États-Unis?

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre. C'est simplement la même question. La parole est au député de Westmorland—Kent.